

Pourquoi la question de la légitimité de la participation de Nicolas Hulot aux états généraux de l'alimentation se pose

La question est posée par Gil Rivière-Wekstein, auteur du livre « Panique dans l'assiette », qui porte comme sous-titre « ils se nourrissent de nos peurs ». « Ils », ce sont notamment les écologistes, avec le premier d'entre eux aujourd'hui, le ministre de la Transition écologique et solidaire.

Officiellement, les états généraux de l'alimentation sont placés sous la gouvernance du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Officiellement, il doit avant tout y être question d'une redistribution de la valeur ajoutée issue de l'agriculture pour, notamment, arrêter la crise agricole en redonnant des prix aux producteurs. Seulement, petit à petit, cette volonté présidentielle affichée pour ces états généraux se retrouve lestée de considérations additionnelles, qui font craindre un échec.

Parmi ces considérations, la vision de l'agriculture des ONG écologistes...

Gil Rivière-Wekstein vient de dénoncer (entre autres) l'attitude de ces ONG lors du Grenelle de l'environnement en 2007 dans son ouvrage « Panique dans l'assiette », et se montre donc particulièrement vigilant à leur égard, en particulier pour ces états généraux : « Ces ONG ont une vision de l'agriculture telle qu'elle devrait, selon eux, suivre un modèle décroissant, fondé exclusivement sur les circuits courts et sur les productions dites de fortes valeurs ajoutées, répond-il à WikiAgri. Pour cela, elles instrumentalisent une véritable fabrique de la peur, telle que, selon un sondage TNS Sofres Food 360, en 2016, 80 % des personnes interrogées considéraient le fait de se nourrir comme une activité à risque ! »

« Le ministère de Nicolas Hulot est en co-gestion avec les ONG environnementales »

Mais au-delà de cette vision, Gil Rivière-Wekstein voit un problème de taille : la présence de Nicolas Hulot parmi ceux qui devront apporter leurs arbitrages au terme des différentes réunions qui composeront ces états généraux (lire notre précédent article). « Le Monde vient de nous apprendre, je cite, que « les ONG sont conviées à au moins une ou deux réunions par jour au ministère ». Ce qui signifie clairement que nous sommes en système de co-gestion entre le ministère de la Transition écologique et solidaire et ces ONG. Pourquoi pas, ça regarde Hulot, mais le problème va se poser dans ces états généraux, où il sera à la fois juge et partie, où il devra arbitrer les débats : comment pourrait-il l'après-midi aller contre ceux qu'il a croisés le matin dans son propre ministère ? Imaginez ce que l'on dirait si Christiane Lambert (Ndlr : présidente de la Fnsea) allait tous les matins en réunion au ministère de l'Agriculture rencontrer son ministre? »

Ainsi, toujours selon Gil Rivière-Wekstein, « Nicolas Hulot doit se retirer des

états généraux de l'alimentation, car le conflit d'intérêt est flagrant, il est trop personnellement impliqué dans ces ONG ».

Nul doute que le Premier ministre Edouard Philippe et le Président de la République Emmanuel Macron, tous deux présents au lancement de ces états généraux de l'alimentation ce jeudi à Bercy, n'avaient pas vu les choses sous cet angle...



par Antoine Jeandey